Commune de Saint-Julien de l'Escap 17400

ARRETE PERMANENT nº 2014-036

Abroge l'arrêté n° 2012-032 Arrêté Réglementant le stationnement des camping-cars

Le Maire de la Commune de ST-JULIEN DE L'ESCAP 17400 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, livre II - Titre 1er Chapitre II Police Municipale articles 2212-1 à 2212-5, et chapitre III section I Police de la circulation et du stationnement articles L2213-1 à L2213-6;

Vu la loi n° 82-623 du 22 Juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 relative aux droits et libertés des communes ;

Vu le Code de la Route et notamment ses articles R411-25 (signalisation) et R411-8 (pouvoirs des Préfets, des Présidents de Conseils Généraux et des Maires);

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 4ème partie signalisation de prescription) approuvée par arrêté interministériel en date du 6 novembre 1992;

Vu l'arrêté du Maire n° 2012-032 du 17/12/2012 règlementant le stationnement des camping-cars ; Considérant qu'il est devenu nécessaire, afin d'éviter un accident ou des incidents, de réglementer le stationnement des camping-cars sur le territoire communal en raison des désordres et problèmes qui ont été constatés par Monsieur EMARD Frédéric Maire Officier de Police.



Article 1: Interdiction - stationnement camping-cars

L'article 1 est abrogé et remplacé comme suit :

Le stationnement des camping-cars est interdit sur les voies suivantes :

- Grande Rue
- Rue Basse

et toutes les places publiques de la Commune sauf emplacements réservés.

Article 2 : L'article 2 est abrogé

Article 3: Signalisation

Les prescriptions prévues à l'article 1 et article 2 entreront en vigueur dès que la signalisation sera mise en place par la Commune qui devra l'entretenir.

Article 4: Application

- -Monsieur le Maire de la Commune de Saint-Julien de l'Escap 17400 ;
- -Monsieur le Commandant du groupement de Brigade de Gendarmerie de la Charente-Maritime ; sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui sera publié conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à SAINT-JULIEN DE L'ESCAP, le 8 avril 2014

Le Maire EMARD Frédéric

Le Maire, certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Affiché du au